

Les banques centrales, remparts contre la crise

Analyse

Alors que l'épidémie de Covid-19 a plongé l'économie dans un coma volontaire, les banques centrales jouent un rôle décisif pour amortir le choc.

- Alain Guillemoles,
- le 17/05/2020 à 09:36

Indispensables banques centrales ! Depuis dix ans, elles sont devenues essentielles au fonctionnement des économies développées. En mars 2020, la Banque centrale européenne (BCE) et la Réserve fédérale américaine (Fed) sont intervenues massivement pour assurer la stabilité du système financier, lorsque l'Europe puis les États-Unis ont été gagnés par l'épidémie de [coronavirus](#). En quelques heures, elles ont mis des centaines de milliards d'euros et de dollars sur la table...

→ À LIRE. [Coronavirus : des milliards pour endiguer la crise](#)

À quoi sert cet argent ? D'une part, à racheter auprès des banques les obligations émises par les États, qui permettent à ces derniers de financer leurs dépenses exceptionnelles. D'autre part, à injecter des liquidités dans le système financier pour que les banques continuent à prêter aux entreprises et aux ménages.

Création monétaire et risque inflationniste

Depuis la crise de 2008, les banques centrales font le nécessaire pour que l'économie continue à tourner. Oui mais voilà, pour éviter la panne générale, elles sont conduites à injecter de plus en plus d'argent. Il s'ensuit un gonflement démesuré de la dette, avec le risque de créer des bulles et de provoquer un krach d'une ampleur inégalée... La dette fédérale américaine a par exemple plus que doublé en dix ans, pour atteindre 22 000 milliards de dollars en 2019 !

À lire aussi

[Ce que les précédentes crises économiques nous ont appris](#)



Si les banques centrales peuvent le faire, c'est parce qu'elles ont le pouvoir de créer de la monnaie. En principe, toute augmentation de la masse monétaire en circulation doit se faire au même rythme que la croissance économique. Sinon, il y a un risque : « *Les pays qui font fonctionner la planche à billets, on l'a vu par le passé, se retrouvent au bout d'un certain temps devant une poussée d'inflation. C'est ce qui s'est par exemple produit dans plusieurs pays d'Amérique latine* », rappelle Matthieu Bussière, directeur des études monétaires et financières à la Banque de France.

Aujourd'hui, pourtant, malgré l'augmentation importante des liquidités en circulation, il n'y a pas de poussée inflationniste dans les économies développées du fait de la pression concurrentielle. Les banques centrales peuvent donc continuer à créer de l'argent pour financer un gonflement de la dette des États, des entreprises et des particuliers.

L'ère des taux négatifs

Pour comprendre comment cette situation s'est installée, il faut revenir un peu en arrière. À partir des années 1980, l'industrie financière s'est considérablement développée et elle est devenue indispensable à l'activité économique, les entreprises et les États se finançant désormais massivement sur les marchés. En 2008, ce fut l'accident : la faillite de Lehman Brothers. Pour éviter un effondrement du système financier, les banques centrales durent intervenir en baissant les taux d'intérêt et en créant de la monnaie.

En douze ans, la Fed et la BCE ont injecté près de 10 000 milliards de dollars dans l'économie, multipliant la taille de leur bilan par cinq. La BCE est ainsi sur le point de détenir plus de 25 % de la dette publique des pays de la zone euro...

→ À LIRE. [La BCE bridée par la justice allemande](#)

La conséquence, c'est qu'en achetant des dettes d'État, elles ont créé des distorsions sur les marchés financiers. « *Les banques centrales sont devenues les faiseurs de prix sur les dettes souveraines* », analyse Christopher Dembik, directeur de la recherche économique à Saxo Bank. Et c'est ainsi qu'on a vu apparaître les taux négatifs en vertu desquels des fonds de pension payent pour prêter leur argent à des États... Le faible niveau des taux d'intérêt permet de maintenir la croissance dans les économies développées. Mais cela crée un océan de dettes et fait monter les prix de l'immobilier.

De plus une partie des liquidités disponibles sert surtout à alimenter la spéculation. « *Sans l'action des banques centrales, la situation serait plus dramatique. Mais la conséquence est une hausse des marchés actions, ce qui profite aux plus riches puisque ce sont eux, en général, qui en détiennent...* », ajoute Christopher Dembik.

À en croire les banquiers centraux, ce nouvel interventionnisme n'est pas destiné à durer. « *L'argent qui est injecté aujourd'hui n'a rien de magique. Il devra être remboursé, même si c'est sur le long terme. Le but de ce plan d'urgence économique est d'amortir le choc en lissant ses effets dans le temps, pour éviter que trop d'entreprises ne se retrouvent en faillite* », explique Matthieu Bussière.

À lire aussi

[Coronavirus : des « idées neuves » face au mur de la dette](#)



Les observateurs des marchés ne sont toutefois pas du même avis. Pour eux, le mouvement semble irréversible. : « *La Réserve fédérale américaine a bien tenté de relever les taux en 2018, mais on a vu le résultat...* », rappelle l'économiste Véronique Riches-Flores. La chute des marchés boursiers a obligé la Fed à baisser à nouveau les taux, tandis que Donald Trump tempêtait... Les économies

développées semblent être devenues dépendantes des taux bas et s'être installées durablement dans un système d'endettement croissant, qui est permis par l'action des banques centrales.

Effacer les dettes, une solution peu probable

Faudrait-il qu'elles en fassent plus ? Certains économistes voudraient voir les banques centrales effacer les dettes, ou financer directement les ménages en créant de la monnaie qui serait créditée sur leur compte bancaire, de « *l'argent hélicoptère* ». Ces projets hérissent les tenants de l'orthodoxie financière, en particulier en Allemagne, où les esprits restent marqués par l'hyperinflation des années 1930 et sont attachés à l'idée que tout argent doit se gagner, qu'il ne peut pas être créé sans contrepartie réelle. Or c'est parce que l'Allemagne est dans la zone euro que la BCE inspire confiance...

Il est donc peu probable que la BCE décide un jour d'effacer les dettes des États. En revanche, la créativité des banquiers centraux est grande. Ils ont la possibilité de « *faire rouler* » la dette, selon l'expression qu'ils emploient. Cela signifie que l'argent remboursé est aussitôt réinvesti en nouvelles dettes, ce qui donne déjà aux États l'assurance qu'ils pourront bénéficier d'un financement à très long terme. Du moins tant que ne se produit pas un nouvel accident, semblable à celui de 2008...

Des institutions indépendantes

Les plus puissantes banques centrales sont la **Réserve fédérale américaine (Fed)**, la **Banque centrale européenne (BCE)** et la **Banque du Japon**, mais il en existe autant que de monnaies.

Dans les économies libérales, **les banques centrales sont indépendantes**, c'est-à-dire libres de leurs décisions pour atteindre l'objectif qui leur est donné, mais leurs dirigeants sont nommés par le pouvoir politique.

La BCE est la banque centrale de la zone euro. Son objectif est le maintien de la stabilité des prix. À sa tête se trouve un conseil des gouverneurs qui compte six membres du directoire, dont le président (depuis le 1^{er} novembre 2019, Christine Lagarde), ainsi que les dix-neuf gouverneurs des banques centrales nationales des pays de la zone euro.

La Fed (Réserve fédérale des États-Unis) a pour objectif la stabilité des prix et le plein-emploi. Elle est dirigée par un conseil des gouverneurs dont le président est, depuis février 2018, Jerome Powell.

Source : <https://www.la-croix.com/Economie/Economie-et-entreprises/banques-centrales-remparts-contre-crise-2020-05-17-1201094659>